

ANALYSE DE LA PRESSE

Septembre 2013

1. **A la une : Thierry Repentin, ministre français des affaires européennes, a été l'invité d'honneur du 5ème séminaire annuel de l'Institut du Bosphore, à Istanbul**
2. **Dossier du mois : Syrie**
3. **Economie**
4. **International**
5. **Turquie**
6. **Recensement des journalistes ayant couvert le sujet turc (Septembre 2013)**



redefining / standards

MÉCÈNE PRINCIPAL DE L'INSTITUT DU BOSPHORE

33 rue Galilée 75116 Paris T +33 1 44 43 52 54 F +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org • www.institut-bosphore.org

1. A la une : Thierry Repentin, ministre français des affaires européennes, a été l'invité d'honneur du 5ème séminaire annuel de l'Institut du Bosphore, à Istanbul

Le 5ème séminaire annuel de l'Institut du Bosphore¹ s'est tenu les 12 et 13 septembre, à Istanbul, en présence des invités d'honneur Thierry Repentin, ministre délégué français aux Affaires européennes et Cevdet Yilmaz, ministre turc du développement régional.

Avant de joindre son homologue turc Egemen Bağış pour leur entretien, Thierry Repentin a prononcé un discours², aux côtés du ministre Cevdet Yilmaz, lors du dîner de gala du séminaire de l'Institut du Bosphore le 12 septembre aux Jardins de France. Le ministre français « a exprimé son soutien à la Turquie "vers le chemin de l'Union européenne", rappelant que le gouvernement français avait fait un "choix clair" en proposant cette ouverture, mais que "cette nouvelle dynamique dans les négociations devra se poursuivre avec des progrès dans les réformes" de la part d'Ankara. » (*Toutel'Europe.eu*, 16/09/2013)



En revanche, « Cevdet Yilmaz a longuement développé la thèse des deux Europe, celle qui "a toujours soutenu" la Turquie dans son entreprise réformatrice, et puis cette autre Europe, "repliée sur elle-même" et ses "préjugés culturels", une Europe "malsaine pour elle-même", à laquelle la Turquie n'aurait, évidemment, "pas intérêt" à se joindre. (...) Pour Thierry Repentin, la deuxième Europe n'existe pas. (...) Il invite la Turquie à "être claire, elle aussi" sur sa détermination européenne et à considérer les manifestations de la place Taksim, comme "une occasion de renforcer la démocratie". » (*Le Figaro*, Pierre Rousselin, 19/09/2013)



Thierry Repentin et Cevdet Yilmaz avec Muharrem Yilmaz, président de la TUSIAD (au milieu)

Plus d'une centaine de personnalités politiques, d'experts et de chefs d'entreprises français et turcs étaient présents lors de ce séminaire qui a été organisé sous la nouvelle co-présidence du Comité Scientifique de l'Institut du Bosphore, composée de Kemal Derviş et d'Anne Lauvergeon qui succède à Henri de Castries.

« Autour du thème "Europe, France, Turquie : l'Heure des choix", ces deux journées de débats ont permis d'aborder les opportunités, mais aussi les obstacles et les doutes relatifs à une éventuelle adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Marquée par plusieurs actualités, cette 5e édition a notamment questionné les implications du mouvement de contestation de la place Taksim ou encore l'ouverture prévue d'ici la fin de l'année d'un nouveau chapitre de négociations avec l'Union européenne (le premier depuis 2010) relatif aux politiques régionales. » (*Toutel'Europe.eu*, 16/09/2013)

« Outre les trois domaines relevés par les ateliers du séminaire (recherche et développement scientifique, sécurité énergétique, action régionale), le dynamisme économique de la Turquie et son rôle de garant de la paix au Moyen-Orient ont été rappelés à plusieurs reprises » lors des débats à Istanbul. (*Toutel'Europe.eu*, 16/09/2013)

¹ Pour la vidéo des extraits du 5ème séminaire annuel de l'Institut du Bosphore : <http://www.institut-bosphore.org/eventDetail.php?id=22>

² Pour le discours de M. Thierry Repentin : <http://basedoc.diplomatie.gouv.fr/vues/Kiosque/FranceDiplomatie/kiosque.php?fichier=bafr2013-09-13.html#Chapitre6>

« À l'occasion d'une table ronde animée par le journaliste Bernard Guetta, les différents intervenants ont pu livrer leurs points de vue sur une éventuelle adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Ainsi, Karine Berger, député PS et spécialiste en économie, [a invité] "la Turquie a davantage taper du poing sur la table" pour participer plus activement aux prises de décisions au sein de l'Union européenne. » (Aujourd'hui la Turquie, Clémence Guerrier, 13/09/2013)



« Les intervenants au séminaire ont également insisté sur les dégâts qu'avaient entraînés les attermoissements européens depuis trois ans : échaudés par l'opposition ouverte de l'Allemagne et de la France sur une future adhésion, le gouvernement comme l'opinion publique turque perdent aujourd'hui confiance en l'Europe. Certains commentateurs y voient même la raison du ralentissement des réformes démocratiques, économiques et sociales, que la Turquie met en œuvre depuis 10 ans pour répondre aux standards européens. » (Toutel'Europe.eu, 16/09/2013)



En évaluant l'état actuel des relations entre la Turquie et l'Union européenne « "ce subterfuge n'est plus un levier pour favoriser les réformes en Turquie", » s'est indigné Kemal Dervis. (Le Figaro, Pierre Rousselin, 19/09/2013) Selon lui, « c'est la construction européenne elle-même qui doit ainsi être repensée. La Turquie aurait alors toute sa place dans une Union construite autour de plusieurs cercles, sans nécessairement appartenir dans un premier temps à la zone euro ni à l'espace Schengen. » (Toutel'Europe.eu, 16/09/2013)

Pour Kemal Dervis, « l'UE paraît devoir s'organiser en deux cercles de plus en plus distincts, observe-t-il : le cercle étroit, condamné au fédéralisme, de la zone euro ; celui, plus lâche, de tous les autres membres. C'est dans ce deuxième cercle, moins intégré, plus dilué, que la Turquie pourrait trouver sa place. Comme la Grande-Bretagne, non membre des accords de Schengen sur la libre circulation, mais pleinement membre du marché unique. » (Le Monde, Alain Frachon, 20/09/2013) « Cette vision [des "deux Europe"] devient crédible et renforcera les réformateurs et les démocrates en Turquie » a-t-il souligné. (Le Figaro, Pierre Rousselin, 19/09/2013)



« Bahadır Kaleağasi, président de l'Institut du Bosphore, a rappelé l'importance pour la Turquie d'intégrer l'Union Européenne, "alors même que nous fêtons le cinquantième anniversaire des accords d'Ankara, établissant une association entre la Turquie et l'Europe." Bien plus, le président a insisté sur la nécessité "pour la Turquie et la France de partager des intérêts communs, tant d'un point de vue économique, politique mais aussi culturel".

En se référant aux débats menés au séminaire d'Istanbul Alain Frachon, éditorialiste au Monde et Pierre Rousselin, directeur adjoint de la rédaction (International) du Figaro ont tous les deux pointé, dans leur chroniques, l'attitude de l'Union Européenne vis-à-vis de la Turquie mais aussi le gouvernement turc. Ils soulignent « la régression » démocratique en Turquie et rappellent notamment « la répression des manifestations de Taksim ».



Alain Frachon est convaincu que « la perspective renaissante d'une adhésion à l'UE relancerait la démocratisation de la Turquie » et condamne l'« hypocrisie européenne ». « D'un côté, on fait semblant de poursuivre une négociation d'adhésion ouverte en octobre 2005. Elle balbutie du fait, notamment, des réticences de l'Allemagne et de la France, mais elle continue. De l'autre, à Paris comme à Berlin, on laisse entendre que la Turquie n'a pas vocation à entrer dans l'Union » affirme-t-il. (*Le Monde, Alain Frachon, 20/09/2013*)

Selon Pierre Rousselin, « il y a l'Europe rêvée à laquelle [la Turquie] aspire, et l'Europe bien plus réelle qui la tient à distance. Entre les deux, la voie est si étroite qu'[elle] est tentée de baisser les bras. (...). Après la levée du blocage français, il est possible que finisse par s'ouvrir, [en octobre], un nouveau chapitre des négociations d'adhésion, mais cela ne sortira pas de l'impasse la question de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. » (*Le Figaro, Pierre Rousselin, 19/09/2013*)

« Si le projet turco-européen a un sens, c'est pour que chacun pèse davantage dans la mondialisation » souligne aussi Rousselin. Sur ce plan-là, « l'accord de libre-échange transatlantique que la Commission négocie depuis juillet avec Washington » pourrait être « une bonne raison » pour la Turquie, membre de l'Union douanière de l'UE, « de s'ancrer de façon plus réaliste à l'Europe ». (*Le Figaro, Pierre Rousselin, 19/09/2013*)

2. Dossier du mois : Syrie

La Turquie réclame une intervention plus massive contre la Syrie

« En première ligne face à la guerre qui sévit depuis deux ans et demi de l'autre côté de sa frontière » la Turquie réclame une intervention plus massive contre la Syrie. (*Le Monde, Guillaume Perrier, 03/09/2013*)

« Contrairement au président américain Barack Obama, qui assure qu'une action en Syrie n'a pas vocation à faire tomber Bachar el-Assad, son allié turc estime que "l'objectif doit être de contraindre le régime à abandonner". » (*Le Figaro.fr, Stéphane Marchand, 03/09/2013*) « "[Bachar el-Assad] doit partir et se rendre dans un pays où il pourra vivre", a affirmé M. Erdogan [dimanche 1^{er} septembre]. (...) Ankara juge insuffisantes les frappes "limitées" envisagées par le président américain (...). "Cela ne peut pas être une frappe ponctuelle de vingt-quatre heures. Ce qui est important, c'est de stopper le massacre et d'affaiblir le régime jusqu'à ce qu'il abandonne", a déclaré M. Erdogan (...) invoquant le précédent du Kosovo et de l'opération qui avait mené à la chute de Milosevic. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 03/09/2013*)

« Erdogan, a estimé [jeudi 12 septembre] qu'il était peu probable que le président Bachar al-Assad tienne sa promesse de placer les arsenaux chimiques syriens sous contrôle international et qu'il ne cherchait qu'à gagner du temps pour perpétrer de nouveaux "massacres". "Le régime d'Assad n'a tenu aucune de ses promesses, il a gagné du temps pour de nouveaux massacres et c'est ce qu'il continue de faire", a-t-il dit dans un discours prononcé à Istanbul. "Nous doutons que les promesses concernant les armes chimiques soient tenues", a-t-il ajouté. » (*Reuters, 12/09/2013*)

« La Turquie milite plus que jamais pour que le but d'une coalition internationale soit de mettre fin au pouvoir de Bachar al-Assad. (...) [Le Premier ministre Erdogan] avait déjà fait savoir qu'il était prêt à participer à une coalition, même en dehors de tout mandat des Nations unies. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 03/09/2013*)

La Turquie a signé un communiqué des pays du G20, qui lance un appel pour donner une "réponse internationale forte" à « l'usage d'armes chimiques en Syrie, assurant que la responsabilité du régime de Bachar el-Assad était "clairement" établie dans l'attaque du 21 août [dernier]. (...) L'Australie, le Canada, la France, l'Italie, le Japon, la Corée du Sud, l'Arabie saoudite, l'Espagne (qui n'est pas formellement membre mais invitée permanente du G20), la Turquie, le Royaume-Uni et les États-Unis sont signataires de cet appel diffusé par la Maison-Blanche au terme du sommet de Saint-Pétersbourg (Russie). (*LePoint.fr, 06/09/2013*)

L'opinion publique et l'opposition politique en Turquie contre la guerre avec la Syrie

La détermination du gouvernement turc à entrer officiellement en guerre contre la Syrie se heurte au refus de l'opinion publique et des principales formations de l'opposition.

« Les sondages depuis le début du conflit montrent tous l'opposition d'une écrasante majorité des Turcs - entre 70% et 80% selon les enquêtes et les moments - contre une intervention en Syrie, même dans un cadre international, car ils y voient un risque sérieux de déstabilisation du pays. Pour la grande majorité de l'opinion et pour l'opposition, notamment de gauche, un tel engagement est perçu comme la stratégie aventuriste d'un pouvoir islamiste cherchant à installer ses alliés à Damas plus qu'à défendre les intérêts de la nation. » (*Libération.fr, Marc Semo, 05/09/2013*) Par ailleurs, « des manifestations pour la paix se sont organisées dans plusieurs grandes villes du pays à l'occasion de la Journée de la paix, le 1er septembre. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 03/09/2013*)

Dans les rangs politiques, « tous les adversaires de l'AKP réclament un débat parlementaire pour décider d'une participation turque, car ils jugent que le feu vert donné par les députés à l'armée, l'an dernier, pour intervenir en Syrie n'est pas suffisant. » (*Le Figaro.fr, Stéphane Marchand, 03/09/2013*) « Les trois partis de l'opposition représentés à l'Assemblée nationale – kémaliste, kurde et ultranationaliste – sont réticents à des frappes, pour des raisons diverses. Le dirigeant du Parti républicain du peuple (CHP, centre gauche, laïque), Kemal Kılıçdaroglu, a réclamé un vote du Parlement avant toute opération. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 03/09/2013*)

Cependant, « les proches de M. Erdogan, eux, estiment pouvoir se passer de l'autorisation des députés, en vertu du mandat donné en octobre 2012 à des opérations ponctuelles par-delà la frontière turco-syrienne. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 03/09/2013*) Ainsi « le gouvernement veut surtout éloigner le spectre du 1er mars 2003: ce jour-là, de façon inattendue, les députés, dont un tiers dans les rangs de l'AKP, s'étaient opposés à l'utilisation du territoire turc [par les Etats-Unis] pour la guerre en Irak. » (*Le Figaro.fr, Stéphane Marchand, 03/09/2013*) « Mais une participation à une coalition, même sous forme de troupes non belligérantes, serait une forme de rupture stratégique par rapport à la prudence affichée en 2003 avant l'invasion de l'Irak. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 03/09/2013*)

« La menace de tirs d'armes chimiques sur le sol turc est également prise très au sérieux. C'est pour s'en prémunir que le gouvernement turc avait réclamé la protection de ses alliés de l'OTAN et obtenu le déploiement de batteries de missiles Patriot près de sa frontière. Mais les experts s'accordent pour souligner l'inefficacité du dispositif face à des missiles de courte portée. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 03/09/2013*)

Les incidents se multiplient à la frontière turco-syrienne

« Depuis le début de la crise syrienne, il y a deux ans et demi, les incidents se sont multipliés le long de la frontière entre la Syrie et la Turquie. » (*Le Monde.fr, 18/09/2013*)

« Un attentat à la voiture piégée a fait au moins 12 blessés mardi [17 septembre] au poste-frontière syrien de Bab al-Hawa, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), une ONG syrienne. La veille, l'armée turque avait annoncé que deux appareils de type F-16 avaient abattu un hélicoptère militaire syrien qui violait l'espace aérien turc à proximité du poste-frontière de Güveççi, dans le sud du pays. » (*Le Monde.fr, 18/09/2013*)

« Le ministre des affaires étrangères turc, Ahmet Davutoglu, a mis en garde mercredi 18 septembre le régime syrien contre toute velléité de représailles après la destruction d'un hélicoptère syrien lundi [16 septembre], affirmant qu'il y aurait des "conséquences". M. Davutoglu a par ailleurs estimé que l'attentat commis mardi du côté syrien du point de passage vers la Turquie, à Bab al-Hawa, n'avait pas été perpétré en guise de "représailles" à la destruction d'un hélicoptère syrien la veille. » (*Le Monde.fr, 18/09/2013*)

Le 19 septembre, « la Turquie a fermé un passage frontalier avec la Syrie à la suite d'affrontements entre des islamistes et des rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL) dans la ville syrienne. (...) "Le passage d'Oncupinar a été fermé pour des raisons de sécurité car c'est toujours la confusion sur ce qui se passe du côté syrien de la frontière. Toute l'aide humanitaire qui passe habituellement par ce point est suspendue", a dit (...) à Reuters un responsable turc. Le point de passage d'Oncupinar, dans la province turque de Kilis, fait face au poste-frontière syrien de Bab al Salameh, tenu depuis l'an dernier par les rebelles anti-Assad, à environ cinq kilomètres d'Azaz. » (*LesEchos.fr, Reuters, 19/09/2013*)

« Derrière le poste de douane de Ceylanpinar, protégé par des tanks, les rebelles kurdes ont planté leur drapeau sur le toit d'une ancienne usine de pâtes. Cette présence inquiète la Turquie, qui craint de voir un territoire sous l'influence du PKK s'installer à sa frontière. Ankara a reçu le dirigeant du PYD Saleh Muslim et a annoncé, mardi [19 septembre], l'envoi d'une aide humanitaire à destination d'Ayn Al-Arab (Kobani, en kurde), une autre enclave kurde assiégée en Syrie, pour tenter de faire retomber la tension.

Mais, à Ceylanpinar, la Turquie est aussi accusée de soutenir les djihadistes d'Al-Nosra. Ils circuleraient sans peine de part et d'autre de la frontière, en utilisant le vaste territoire de la Tigem, la plus grande ferme d'Etat du pays, qui longe la Syrie. Un camp de 15 000 réfugiés y a été installé. (...) Mais Ankara dément tout appui aux groupes djihadistes et affirme qu'elle ne peut contrôler entièrement sa frontière avec la Syrie, longue de 800 km. » (*Le Monde, Alain Frachon, 19/09/2013*)

Début septembre, « l'armée turque [avait] fait savoir qu'elle avait renforcé ses effectifs et son système de défense aérien dans les régions du Sud, limitrophes de la Syrie. Des unités de la sécurité civile, formées pour le traitement des victimes d'attaques chimiques, ont été déployées aux postes frontières. De nombreux mouvements d'avions ont été observés (...) sur la base d'Incirlik utilisée par les troupes américaines de l'OTAN et désignée comme une possible plateforme logistique en cas de frappes contre le régime syrien. Le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, a réuni l'état-major de l'armée lundi 2 septembre pour l'enjoindre de se tenir prêt à riposter à une éventuelle agression de son voisin. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 03/09/2013*)

« La Turquie [avait par ailleurs] déployé des troupes supplémentaires pour renforcer sa longue frontière avec la Syrie en cas d'une éventuelle intervention contre son voisin (...). Un convoi de 20 véhicules constitué notamment de blindés a été déployé mercredi soir [4 septembre] à la frontière syrienne à la hauteur de la localité turque de Yayladagi, dans la province méridionale de Hatay, indique l'agence Dogan. Un nouveau convoi de 15 véhicules, dont plusieurs blindés, a par ailleurs pris la route jeudi [5 septembre] pour Yayladagi, proche d'une des rares zones syriennes frontalières de la Turquie encore aux mains du régime de Damas, dans le nord-ouest du pays, selon Dogan. » (*Le Point.fr, AFP, 05/09/2013*)

Réfugiés syriens

« De l'autre côté de la route, la ville-conteneurs de Kilis affiche complet: 17.000 Syriens y sont hébergés. (...) Environ un demi-million de réfugiés, dont 200.000 dans des camps gérés par Ankara, se trouvent sur le territoire turc. (...) Depuis l'utilisation d'armes chimiques dans les faubourgs de Damas le 21 août, quelque 10.000 de plus ont franchi la frontière. » (*LeFigaro.fr, Laure Marchand, 09/09/2013*)

Par ailleurs, « trois cents chrétiens du nord de la Syrie se trouvent actuellement dans la région de Mardin. (...) Les autorités turques viennent de construire un camp réservé aux Syriens de confession chrétienne, juste derrière le monastère de Midyat, sur un terrain donné par un homme d'affaires syriaque local. » (*LeFigaro.fr, Laure Marchand, 26/09/2013*)

« À 60 km de la Syrie, Gaziantep maintient son dynamisme économique malgré le conflit, mais ses habitants craignent que celui-ci ne finisse par s'étendre jusqu'à eux. (...) La parenthèse de l'amitié turco-syrienne s'est refermée aussi vite qu'elle s'était ouverte, sans ralentir la locomotive économique régionale, qui se concentre sur les autres pays du Moyen-Orient, l'Union européenne et l'Afrique. (...) Juste avant la guerre, la suppression des visas entre les deux pays avait lancé le tourisme transfrontalier à Gaziantep. » (*Le Figaro.fr, Laure Marchand, 11/09/2013*)

3. Economie

Le PIB en hausse de 4,4% au deuxième trimestre

« Le produit intérieur brut (PIB) turc a enregistré une croissance plus importante que prévue, la solidité de la demande intérieure ayant compensé un déficit commercial élevé, montrent les statistiques publiées mardi [10 septembre]. » (*Reuters, 10/09/2013*)

« L'économie turque a connu une croissance de 4,4% au deuxième trimestre 2013, selon l'Institut turc de la statistique (Tüik), un chiffre accueilli avec satisfaction par Ankara au regard d'une conjoncture internationale défavorable.

Le taux de croissance a atteint 4,4% au deuxième trimestre 2013 par rapport à la même période de l'année précédente et de 3,7% sur l'ensemble du premier semestre 2013, a indiqué le Tüik. La croissance avait atteint 2,9% au premier trimestre.

Ces résultats ont été accueillis avec satisfaction par le ministre [turc] des Finances Mehmet Simsek, même s'il a estimé que la croissance serait sans doute inférieure au taux de 4% initialement fixé comme objectif par le gouvernement. » (*LeFigaro.fr, AFP, 10/09/2013*)

La banque centrale turque laisse ses taux directeurs inchangés

« La banque centrale turque a annoncé mardi [17 septembre] qu'elle laissait ses principaux taux directeurs inchangés alors que la livre turque, victime du resserrement attendu de la politique monétaire de la banque centrale américaine (Fed), a stabilisé sa chute face au dollar.

Dans un communiqué posté sur son site internet, la banque a indiqué que son taux à une semaine était maintenu à 4,5% tandis que ses deux taux d'emprunt et de prêt au jour le jour restaient fixés à 3,5% et 7,75%. » (*LePoint.fr, AFP, 17/09/2013*)

Le gouverneur de la Banque centrale Erdem Basci a été critiqué par « le ministre turc de l'Economie Zafer Caglayan (...) pour avoir prévu que la livre s'apprécierait face au dollar. "J'aurais aimé qu'il n'avance pas de chiffre", a déclaré M. Caglayan. "J'aurais préféré qu'il ne soit pas dans un esprit de rapport de force", a-t-il ajouté. (...)

[En août dernier, Basci] avait déclaré que la livre pourrait atteindre 1,92 livre pour un dollar et qu'elle serait même plus forte d'ici la fin de l'année. Toutefois, ces commentaires étaient loin de convaincre les marchés. La livre a continué à se déprécier jusqu'à tomber à 2,08 livres pour un dollar début septembre, un record par rapport au billet vert.

L'économie turque est fragilisée par la crainte que l'économie américaine ne draine les capitaux des pays émergents ainsi que par la perspective d'une guerre avec la Syrie voisine. Selon les experts, elle souffrirait aussi de sa dépendance par rapport aux capitaux étrangers pour couvrir son déficit courant.

Statutairement indépendante, la banque centrale turque subit les pressions du Premier ministre [turc] Recep Tayyip Erdogan qui voudrait que cette institution continue à maintenir ses taux inchangés pour favoriser la croissance en baisse ces dernières années. » (*Reuters, 27/09/2013*)

« ADP prêt à réinvestir dans l'actuel aéroport d'Istanbul »

« La saturation de l'actuel aéroport, dont Aéroports de Paris [(ADP)] est le principal actionnaire via le groupe turc TAV, nécessiterait la construction d'aérogares supplémentaires, voire même d'une nouvelle piste. Malgré le lancement du projet d'un nouvel aéroport à Istanbul, Aéroports de Paris se dit prêt à réinvestir, via son partenaire turc TAV, dans l'actuelle plate-forme stambouliote, dont la concession prend fin en 2021. (...) »

"L'aéroport d'Ataturk a une croissance annuelle de 20 %. L'an dernier, il a accueilli 45 millions de passagers et cette année, on dépassera les 50 millions, soit sa capacité maximale théorique. Dès lors que le nouvel aéroport ne serait pas inauguré très vite, il est donc opportun de travailler à la fois sur des aérogares supplémentaires et sur les pistes. Dans un cas extrême, il est même envisagé de faire une nouvelle piste. Toutefois, il s'agit encore de travaux exploratoires. Aucune décision n'est prise et il faudra trouver un accord avec le gouvernement [turc NDLR] sur le financement", a souligné [le PDG Augustin de Romanet].

Aéroports de Paris, qui a investi plus de 700 millions d'euros dans le rachat de 38 % du groupe aéroportuaire TAV, juste avant la décision du gouvernement turc de construire un nouvel aéroport international à Istanbul, confié à un consortium concurrent, semble donc parier sur une prolongation de l'activité d'Ataturk, au-delà de la date fatidique de 2021. (...) »

Selon le patron d'ADP, c'est "d'abord du fait de son prix, mais aussi parce que l'annonce du relèvement des taux d'intérêts de la Réserve fédérale [américaine] a produit une aspiration des capitaux, qui se désintéressent des pays émergents, jugés trop risqués, pour se replacer aux Etats-Unis." Cela a conduit à un resserrement du crédit dans ces pays émergents, qui rend plus difficile le bouclage du financement des grands projets. "Voilà pourquoi le projet de nouvel aéroport s'éloigne un peu et pourquoi l'on travaille sur des investissements à Ataturk", a conclu Augustin de Romanet. » (*LesEchos.fr, Bruno Trevidic, 04/09/2013*)

4. International

Turquie – Egypte

« L'ambassadeur de Turquie au Caire, rappelé à la mi-août en signe de protestation contre la répression des Frères musulmans par les militaires égyptiens [a repris ses fonctions le 4 septembre]. Le ministère égyptien des Affaires étrangères a en revanche déclaré que son ambassadeur à Ankara, rappelé lui aussi en réponse à l'initiative turque, ne se réinstallerait pas à son poste "tant que la Turquie interviendra dans les affaires égyptiennes". » (*Les Echos.fr, Reuters, 04/09/2013*)

5. Turquie

Le premier ministre turc a présenté le « paquet démocratique »

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a rendu public lundi 30 septembre le "paquet démocratique" qui comprend un ensemble de réformes dans le domaine des libertés publiques et élargissant les droits des minorités, notamment les Kurdes.

Dans ce cadre, « M. Erdogan a annoncé la levée de "l'interdiction dans les institutions publiques" des "mesures discriminatoires pour les femmes et les hommes", en l'occurrence le foulard pour les femmes et la barbe pour les hommes. » (*AFP, 30/09/2013*) « Cette nouvelle règle ne s'appliquera pas dans l'armée ni dans le monde judiciaire. » (*Reuters, 30/09/2013*) « Déjà autorisé aux étudiantes sur certains campus, le port du foulard sera désormais permis aux professeurs et à tous les agents publics, ainsi qu'aux députées. » (*Libération, AFP, 30/09/2013*) « L'interdiction restera cependant en vigueur pour les policiers

et militaires ainsi que les procureurs et magistrats, a souligné le chef du gouvernement. » (*Le Point.fr*, AFP, 30/09/2013)

« En matière pénale, il a annoncé un renforcement des sanctions contre les "discours de haine", et "ceux qui s'opposent aux pratiques religieuses". » (AFP, 30/09/2013) « Le principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), a tiré à boulets rouges sur le plan Erdogan. "C'est un sérieux coup à la République nationale et séculaire", a déploré la députée Ayman Güler, "les divisions religieuses et ethniques vont désormais être entérinées par le code pénal". » (*Libération*, AFP, 30/09/2013)

En ce qui concerne les libertés des minorités de Turquie en général, le chef du gouvernement « a promis la restitution de terres confisquées à un monastère syriaque, Mor Gabriel, la création d'un institut des langues et des cultures Rom ou encore qu'une université anatolienne serait rebaptisée au nom d'Haci Bektaş Veli, une figure emblématique de la minorité musulmane hétérodoxe et progressiste des alévis en Turquie, majoritairement sunnite. » (AFP, 30/09/2013)

Le chef du gouvernement turc a enfin dévoilé les réformes visant « à accroître les droits des Kurdes très attendues en plein processus de paix avec le PKK, mais qui n'ont pas convaincu le mouvement kurde. » (*L'Express.fr*, AFP, 30/09/2013) « Après avoir annoncé en mars un cessez-le-feu unilatéral puis entamé en mai le retrait de leur combattants du territoire turc, le mouvement séparatiste kurde PKK [avait] annoncé au début du mois [de septembre] la suspension de ce retrait, accusant Ankara de ne pas respecter ses promesses de réformes. » (*L'Express.fr*, AFP, 30/09/2013)

« Alors que [le PKK] réclamait l'inscription dans la loi du droit à un enseignement dans sa langue maternelle dans les écoles publiques, M. Erdogan a limité sa réforme aux établissements privés. (...) Si des cours de kurde sont autorisés depuis près d'une décennie dans des instituts privés, aucune école publique ou privée ne peut pour l'heure dispenser une éducation dans la langue [kurde] (...).

M. Erdogan a en outre annoncé des mesures symboliques comme la possibilité pour certaines localités kurdes débaptisées après le coup d'Etat de 1980 de reprendre leur nom kurde, et la libre utilisation des lettres Q, W et X, longtemps bannies de Turquie car absentes de l'alphabet turc, mais présentes en kurde.

Sur le plan politique, le Premier ministre a évoqué différentes options en vue d'un abaissement du seuil électoral minimum de 10% requis de tout parti au niveau national pour pouvoir disposer de députés au Parlement, sans trancher entre elles. Le mouvement kurde et les militants pour la démocratisation réclament l'abaissement ou l'abrogation totale de ce seuil qui empêche l'accession au Parlement de nombreux partis. M. Erdogan a en revanche promis qu'une aide de l'Etat serait offerte à toutes les formations politiques réalisant un score électoral supérieur à 3%, contre 7% actuellement. Il a également indiqué que les campagnes électorales pourraient être faites dans les langues locales, dont le kurde.

D'autres revendications du mouvement kurde, comme l'inscription d'une référence explicite à l'identité kurde dans la Constitution et une révision de la loi antiterroriste de façon à permettre la libération de milliers de militants kurdes détenus pour des liens supposés avec le PKK, n'ont pas été évoquées par le chef de gouvernement. » (*L'Express.fr*, AFP, 30/09/2013)

« "Ce plan n'est pas en mesure de surmonter le blocage actuel du processus", a déploré la coprésidente du Parti kurde pour la paix et la démocratie (BDP), Gülten Kisanak. "Ce n'est pas une série de réformes pour la démocratisation, c'est une série de réformes pour les élections", a déploré Mme Kisanak.

Partisans de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne (UE), les Verts européens ont, quant à eux, salué, par la voix de la députée Hélène Flautre, des mesures "qui vont dans le sens du renforcement du socle démocratique et des droits fondamentaux". » (*Libération*, AFP, 30/09/2013)

« Tirs de roquettes contre des bâtiments de la police à Ankara »

« Des bâtiments appartenant à la direction nationale de la police ont été pris pour cible vendredi [20 septembre] à Ankara par des tirs de roquettes qui ont fait des dégâts matériels mais pas de victimes, a affirmé le ministre turc de l'Intérieur [Muammer Güler]. » (*Le Parisien*, AFP, 20/09/2013)

« Au cours d'une opération déclenchée à la suite de cet incident, les policiers ont tué "un des deux terroristes" et ont blessé le second après qu'ils eurent ignoré les appels à se rendre, a annoncé la police dans un communiqué. M. Güler n'a pas formulé d'hypothèses quant aux auteurs de l'attaque, mais les médias montraient du doigt l'organisation clandestine armée d'extrême gauche du DHKP-C (Parti/Front révolutionnaire de libération du peuple). » (*LeParisien.fr*, AFP, 21/09/2013)

Le procès du coup d'Etat "postmoderne" du 1997

« Le procès des auteurs présumés du renversement par l'armée du premier gouvernement islamiste turc en 1997 s'est ouvert lundi [2 septembre] à Ankara. » (*Les Echos.fr*, 02/09/2013)

« On l'avait appelé le coup d'Etat "postmoderne" : par la pression de l'opinion publique et des médias, et en faisant défiler des chars dans la petite ville de Sincan, près d'Ankara, les militaires turcs avaient, entre février et juillet 1997, contraint à la démission le premier gouvernement islamiste de Turquie, dirigé par Necmettin Erbakan. » (*Libération.fr*, Marc Semo, 02/09/2013)

Dans ce procès, « cent-trois officiers, dont l'ancien chef d'état-major Ismail Hakki Karadayi, sont accusés d'avoir "renversé par la force" ou "participé au renversement" du gouvernement (...). Un tiers environ des accusés sont en détention préventive. » (*Les Echos.fr*, 02/09/2013)

« Ce procès constitue un nouveau chapitre d'une série de procédures judiciaires qui ont vu depuis 2008 des dizaines d'officiers d'active et à la retraite être condamnés à de lourdes peines de prison pour des complots présumés dirigés contre le pouvoir, portant un sérieux coup à l'influence de l'armée. » (*Le Parisien.fr*, AFP, 02/09/2013)

Le mois précédent, un lourd verdict a été « rendu contre les présumés putschistes du réseau Ergenekon - qui aurait tenté de déstabiliser le gouvernement islamiste en 2003 -, témoignant de la volonté de l'AKP (au pouvoir depuis 2002) de mettre définitivement au pas une armée qui se considère comme la gardienne des valeurs de la république laïque fondée par Atatürk sur les décombres de l'empire ottoman. » (*Liberation.fr*, Marc Semo, 02/09/2013)

« Ces procédures sont largement dénoncées dans les cercles laïques et l'opposition turcs comme une "chasse au sorcières" qui traduit, selon ses détracteurs, la volonté de M. Erdogan d'islamiser le pays. » (*Le Parisien.fr*, AFP, 02/09/2013)

« Nouveau procès en Turquie de l'assassinat de Hrant Dink »

Le nouveau procès de l'assassinat du journaliste turco-arménien Hrant Dink s'est ouvert le 17 septembre dernier à Istanbul. (*Les Echos.fr*, Reuters, 17/09/2013)

« Le 19 janvier 2007, Hrant Dink était abattu de deux balles dans la tête à Istanbul devant les locaux d'Agos, l'hebdomadaire bilingue turc-arménien qu'il dirigeait, par un jeune nationaliste âgé de 17 ans, un crime qui a bouleversé la Turquie. » (*Le Point.fr*, AFP, 17/09/2013)

La 14e chambre criminelle d'Istanbul a commencé « à rejuger les mêmes 19 suspects, sur injonction de la Cour de Cassation qui a estimé le 15 mai dernier que les juges du fond avaient eu tort de ne pas retenir la qualification de "crime en bande organisée". » (*Le Parisien.fr*, AFP, 17/09/2013)

A l'ouverture de l'audience, « seuls l'instigateur présumé du crime, Yasin Hayal, et l'un de ses 18 autres complices présumés étaient présents. (...) La chambre criminelle a ajourné l'audience au 3 décembre pour permettre à tous les suspects de s'exprimer sur la décision de la Cour de cassation, avant de décider si elle accepte ou non de rejurer l'affaire. » (*Le Parisien.fr, AFP, 17/09/2013*)

« Les avocats de la famille de Hrant Dink sont satisfaits de cette reconnaissance mais s'inquiètent d'une possible requalification des faits. "Le premier acte d'accusation utilisait le terme d'organisation terroriste, qui était composée de 18 membres, explique [l'avocate] Fethiye Çetin. Désormais, il ne s'agit plus que d'une organisation criminelle de jeunes nationalistes et elle ne compte plus que cinq membres." » (*Le Figaro.fr, Laure Marchand, 17/09/2013*)

« A l'extérieur du palais de justice, une centaine de manifestants, dont trois députés kurdes et deux députés de l'opposition sociale-démocrate, ont eux-aussi réclamé que la lumière soit faite sur l'affaire Dink, aux cris de "nous sommes tous Hrant, nous sommes tous des Arméniens". » (*Le Parisien.fr, AFP, 17/09/2013*)

Les manifestants accusent les autorités turques de « couvrir les commanditaires du meurtre ». (*Les Echos.fr, Reuters, 17/09/2013*) « Malgré les demandes répétées des parties civiles, les magistrats ont toujours refusé d'enquêter sur les ramifications possibles au sein de l'État et de lier le meurtre au réseau Ergenekon, une structure militaro-mafieuse condamnée pour avoir cherché à renverser le gouvernement islamo-conservateur. » (*Le Figaro.fr, Laure Marchand, 17/09/2013*)

« Peine confirmée pour le pianiste turc Fazil Say »

« Un tribunal stambouliote a confirmé vendredi [20 septembre] la condamnation à 10 mois de prison avec sursis prononcée en avril contre le célèbre pianiste turc Fazil Say, accusé d'insulte à l'islam, malgré l'invalidation de ce premier jugement en appel. La cour a condamné Fazil Say, qui n'était pas présent à l'audience, à dix mois d'emprisonnement, avec un sursis-mise à l'épreuve de deux ans, a affirmé l'avocate du pianiste, Me Meltem Akyol. La juriste a indiqué que cette décision ouvrait la voie à un appel devant la Cour de cassation. (...) »

Présent à la seule première audience du procès en octobre 2012, Fazil Say avait clamé son innocence en assurant qu'aucun de ses messages "n'avait pour objectif d'insulter, d'humilier" l'islam et ses fidèles. "C'est politique, tout ça, avait-il affirmé, ils veulent me faire croire en Dieu en me faisant passer un an et demi en prison." » (*Le Point.fr, 20/09/2013*)

« La Commission européenne s'est dite «préoccupée» après le verdict. » (*Liberation.fr, Marc Semo, 20/09/2013*)

Entrée en vigueur de la loi concernant restriction de la vente d'alcool

La loi interdisant « la vente au détail d'alcool dans les commerces entre 22 heures et 6 heures et à toute heure à proximité des établissements scolaires et des mosquées » est entrée en vigueur le 9 septembre dernier. « Sur les écrans de télévision, les diffuseurs sont désormais priés de faire disparaître les verres ou bouteilles d'alcool, sous peine d'amende. » (*Le Monde.fr, 09/09/2013*).

« Alors que le vignoble turc se réapproprie les cépages locaux et développe la qualité, les nouvelles lois imposées par le gouvernement menacent les entreprises. » (*Le Point.fr, Jacques Dupont, 05/09/2013*) "Depuis le vote de la loi, notre activité est en recul de 5 à 10%" affirme un producteur de vin turc à Bozcaada. "On n'a plus le droit de faire de dégustations, de créer d'événements autour de notre production" (...) "avec cette loi, il est impossible de communiquer" ajoute-t-il. (*LeParisien.fr, AFP, 15/09/2013*)

Une loi justifiée « par des motifs de santé publique, au nom d'une Turquie "saine" » par le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan (*Le Monde.fr, 09/09/2013*), en revanche, « dénoncé comme un texte

liberticide et motivé par des considérations religieuses » par les milieux laïques. (*Liberation.fr, AFP, 09/09/2013*) « Voté en mai, le texte a pour partie provoqué la contestation antigouvernementale qui avait agité la Turquie en juin. La loi avait été présentée comme l'un des symboles de la dérive autoritaire du premier ministre Erdogan et de sa volonté "d'islamiser" le pays. » (*Le Monde.fr, 09/09/2013*).

Depuis son arrivée au pouvoir en 2002, l'AKP « a fait de l'alcool une de ses cibles fiscales favorites et multiplié les taxes. Même si une partie de leur hausse relève de l'inflation classique, les prix du raki, la boisson anisée nationale, ont augmenté depuis 2004 de 272%, ceux de la bière de 218% et ceux du vin de 163%, selon l'autorité de régulation de l'alcool et du tabac (TAPDK). La vente d'alcool a rapporté 3 milliards de livres turques (1,2 md euros) au budget de l'Etat turc en 2010, et 4,6 milliards (1,8 md euros) l'an dernier. Taxes et restrictions ou pas, la consommation de vin en Turquie a fait, entre 2008 et 2012, un bond spectaculaire de 38 à 60 millions de litres. » (*LeParisien.fr, AFP, 15/09/2013*)

La reprise des manifestations contre le gouvernement turc

« Depuis la grande vague de contestation du mois de juin, la Turquie a connu des épisodes sporadiques de protestation mais le mouvement antigouvernemental a repris de l'ampleur depuis la mort d'un jeune manifestant de 22 ans, Ahmet Atakan, lors de heurts avec la police dans la nuit de lundi [9 septembre] à mardi [10 septembre] à Antakya. » (*Les Echos.fr, Reuters, 13/09/2013*)

« L'enquête se poursuit sur les circonstances de son décès. » (*Les Echos.fr, Reuters, 13/09/2013*) « Selon les médias turcs, la police anti-émeutes aurait lancé des grenades lacrymogènes dont une aurait mortellement touché le jeune Ahmet à la tête. Mais les autorités locales ont réfuté cette thèse, affirmant que le jeune homme était tombé du toit d'un bâtiment lors des incidents alors qu'il répliquait avec des pierres à l'intervention policière. Une autopsie préliminaire, dont les conclusions ont été rapportées par l'agence de presse Dogan, établit que la victime est morte d'un traumatisme général et d'une hémorragie cérébrale. » (*LeParisien.fr, AFP, 10/09/2013*)

« Ce décès a entraîné une recrudescence des manifestations depuis dans toute la Turquie. » (*Le Figaro.fr, AFP, 12/09/2013*) « Deux à trois mille personnes se sont rassemblées aux abords de la place Taksim à Istanbul pour saluer la mémoire d'Ahmet Atakan. (...) Les obsèques d'Ahmet Atakan ont été l'occasion de nouveaux heurts mardi à Hatay, où la police a tenté de disperser avec du gaz lacrymogène et des canons à eau un millier de manifestants, selon Dogan. » (*Le Point.fr, AFP, 11/09/2013*) Des affrontements similaires se sont déroulés les jours suivants. « Les policiers ont pourchassé jusque tard dans la nuit des groupes de jeunes manifestants dans le quartier stambouliote de Kadiköy, sur la rive asiatique du Bosphore. D'autres manifestations ont eu lieu à Ankara, la capitale, et dans les villes d'Antalya et Antakya, sur la côte méditerranéenne. » (*Les Echos.fr, Reuters, 13/09/2013*) Lors de ces derniers événements, « des dizaines de personnes ont été blessées par les tirs de grenades ou de balles en caoutchouc. Douze journalistes ont été victimes de violences, rapporte Reporters sans frontières. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 13/09/2013*)

D'autres affrontements avaient eu lieu le 6 septembre dernier entre la police et les manifestants du campus de l'université technique d'Ankara qui protestaient contre un projet municipal déboisant une partie du terrain de leur établissement. « La police, qui a fait usage de bâtons et de tirs de gaz lacrymogène, a interpellé quatorze personnes dans l'après-midi. » (*Le Monde.fr, 06/09/2013*)

« La vague de contestation politique sans précédent qui agite la Turquie depuis juin a causé la mort de 6 personnes et fait plus de 8.000 blessés, selon l'association des médecins turcs. » (*LeParisien.fr, AFP, 13/09/2013*)

« A six mois des élections municipales, le Premier ministre islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan a accusé (...) le principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), d'être à l'origine de ce regain d'agitation. » (*LeParisien.fr, AFP, 13/09/2013*) Les municipalités CHP avaient soutenu une nouvelle forme de résistance civile lancée début septembre par les opposants qui « se manifestent en peignant des escaliers aux couleurs de l'arc-en-ciel. (...) Selami Oztürk, maire de Kadiköy, district d'Istanbul sur la côte asiatique, [avait] lancé un appel aux citoyens : "Les résidents de Kadiköy peuvent peindre les rues comme ils veulent. Liberté aux couleurs !" » (*Liberation.fr, Ragıp Duran, 04/09/2013*)

Biennale d'Istanbul

« La Biennale d'Istanbul (du 14 septembre au 20 octobre) met des parcs sur les murs. Hasard ou nécessité, quand Fulya Erdemci, la directrice de la plus importante manifestation d'art contemporain turque, a présenté son projet en janvier 2013, elle le focalisait sur le thème de "l'espace public". Il s'agissait alors plus ou moins de s'interroger sur la "gentrification" d'Istanbul. Mais l'actualité a rattrapé Fulya Erdemci. Cinq mois après sa déclaration d'intention débutaient les premières manifestations dans le parc Gezi. (...) Et le titre de la biennale, tiré d'un poème de Lale Muldur, Maman, suis-je un barbare?, appelle une réponse ferme : "Non, et n'écoute pas ceux qui voudraient te faire croire le contraire." » (*Le Monde*, Harry Bellet, 16/09/2013)

« Istanbul est la nouvelle Barcelone de la Méditerranée. La Turquie n'a plus cette image de "pays atelier bon marché": grâce au design, à la mode et à son don pour faire la fête, Istanbul s'impose comme un nouvel eldorado de style», s'enthousiasme Eric Fajole, directeur d'Ubifrance en Turquie (l'Agence française pour le développement international des entreprises). » (*LesEchos.fr*, Marie Le Fort, 16/09/2013)

« Même bétonnée et chaotique, Istanbul reste leste: vous pensez tenir son corps, mais vous n'aurez jamais son âme. Elle change, s'adapte, bouge avec le plus grand mystère», s'exclame Mercan Dede, DJ international qui mixe musique traditionnelle soufie et rythmes électroniques, symbiose parfaite entre tradition ottomane et modernité occidentale. » (*LesEchos.fr*, Marie Le Fort, 16/09/2013)

Première édition d'ArtInternational à Istanbul

« Les collectionneurs turcs montent en puissance. Pour les courtiser, la foire ArtInternational, conçue par Sandy Angus et Dyala Nusseibeh, a lancé sa première édition à Istanbul [16 au 18 septembre 2013] avec un résultat très honorable.

Dyala Nusseibeh estime à 500 le nombre d'acheteurs locaux, dont une vingtaine bien établis. Dans cette poignée plutôt active, on retrouve quelques grandes familles qui ont toutes créé leurs musées privés : les Koç, les Sabanci, les Eczacibasi et les Elgiz. Plusieurs nouveaux acheteurs leur donnent le change, comme Ahmet Kocabiyik, PDG de la firme Borusan, qui acquiert surtout des oeuvres fondées sur les nouveaux médias, et Çengiz Çetindogan, propriétaire de l'entreprise Demsa. (...) "L'économie turque a plus que doublé ces douze dernières années, explique-t-il. Le marché avance vite aussi dans plusieurs autres domaines : institutionnels avec de nouveaux musées privés, les foires avec Contemporary Istanbul et maintenant ArtInternational." De fait, les amateurs turcs entretiennent la rivalité. "La concurrence est naturelle. Tout le monde veut avoir des chefs-d'oeuvre", commente Çengiz Çetindogan. (...)

De leur côté, les galeries turques ont connu un ralentissement de leur activité depuis le mois de mai. Certaines ont annulé leurs expositions d'été en raison des événements contestataires et de leur répression place Taksim. » (*Le Monde*, Roxana Azimi, 24/09/2013)

« Londres lance sa Semaine de la mode avec un voyage en Turquie »

« Londres a lancé sa Fashion week vendredi [13 septembre] avec un voyage ensoleillé et nostalgique sur les rivages de la Mer Egée à l'invitation du créateur turc Bora Aksu, dont les silhouettes romantiques ont fait oublier la grisaille ambiante. (...) "J'ai voulu raviver la passion provenant de la riche culture et de l'artisanat traditionnel de la Turquie qui m'avaient inspiré à mes débuts", a expliqué Bora Aksu, qui défile depuis dix ans à la Semaine de la mode londonienne. (...)

L'événement, qui attire plus de 5.000 visiteurs -journalistes et acheteurs-, devrait rapporter plus de 100 millions de livres (118 millions d'euros) en commandes, selon les organisateurs du British Fashion Council (BFC). » (*LeParisien.fr*, AFP, 13/09/2013)

Tokyo a emporté l'organisation des Jeux olympiques 2020 au détriment d'Istanbul

Lors des élections des Jeux olympiques 2020 qui se sont tenues le 7 septembre dernier à Buenos Aires, Istanbul a été finaliste, après notamment l'élimination au premier tour du scrutin de Madrid, mais c'est Tokyo qui a remporté par 60 voix contre 26 au final.

Pourtant la Turquie aurait bien voulu devenir « le premier pays à majorité musulmane à accueillir des jeux Olympiques. (...) Un pays de 76 millions d'habitants, jeune, à la santé économique insolente. Une démocratie érigée par ses dirigeants en modèle pour le monde musulman. » (*LeParisien*, AFP, 04/09/2013)

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan avait appelé le Comité international olympique (CIO) « à prendre une décision historique, aussi bien pour le mouvement olympique que pour la Turquie. En attribuant les JO "à un pays où la population est majoritairement musulmane, vous enverrez un message puissant, à notre région notamment, qui a désespérément besoin de paix", [avait]-t-il lancé. "Notre région et le monde aspirent à la paix et en ce moment crucial nous voulons adresser au monde un message de paix depuis Istanbul", [avait] poursuivi M. Erdogan. » (*LeParisien.fr*, AFP, 07/09/2013)

Istanbul, une ville à la croisée de deux continents, l'Asie et l'Europe, « investit un total de 19,2 milliards de dollars dans les infrastructures avec, notamment, l'achèvement d'un nouveau pont suspendu au nord de la ville, la construction d'un stade géant au sud, tandis qu'un tunnel ferroviaire devrait être inauguré prochainement. » (*Les Echos*, Michel de Grandi, 06/09/2013)

Cependant « la récente chute de sa devise a obscurci l'horizon économique turc » et « la répression de juin autour du Parc Gezi a fait tâche sur la candidature d'Istanbul » pour l'organisation des Jeux Olympiques 2020. (*LeParisien*, AFP, 04/09/2013)

6. Recensement des journalistes ayant couvert le sujet turc (Septembre 2013)

Les Echos

Michel de Grandi
Marie Le Fort
Bruno Trevidic

Le Figaro

Laure Marchand
Stéphane Marchand
Pierre Rousselin

Le Monde

Harry Bellet
Alain Frachon
Guillaume Perrier

Libération

Marc Semo
Ragıp Duran

Le Point

Jacques Dupont

Le Parisien

L'Express

Toutel'Europe.eu

Aujourd'hui la Turquie
Clémence Guerrier

Mécène Principal *Main Supporter*



redefining / standards

Mécènes Institutionnels *Institutional Supporters*



BOYNER HOLDING



L'ORÉAL



33 rue Galilée
75116 Paris

Tel.: +33 1 44 43 52 54
Fax: +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org